

# Au Québec, le réveil brutal d'une ville empoisonnée.

DEPUIS PRÈS D'UN SIÈCLE, ROUYN-NORANDA, DANS LA RÉGION D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, FAIT DU CUIVRE PRODUIT PAR LA FONDERIE HORNE LE MOTEUR DE SA RICHESSE. MAIS LA PARUTION EN MAI D'UNE ÉTUDE RÉVÉLANT LA SUREXPOSITION DE LA POPULATION AUX ÉMISSIONS TOXIQUES DE L'USINE, NOTAMMENT L'ARSENIC, A ÉTÉ UN ÉNORME CHOC. AUJOURD'HUI, UNE VÉRITABLE GUERRE DIVISE LA COMMUNAUTÉ. DE NOMBREUX HABITANTS, INQUIETS POUR LEUR SANTÉ, LUTTENT POUR OBTENIR LE RESPECT DES NORMES SANITAIRES. D'AUTRES, CRAIGNANT D'ÊTRE PRIVÉS DE LA MANNE DU MÉTAL ROUGE, SONT PRÊTS À TOUS LES COMPROMIS. UN CONFLIT EMBLÉMATIQUE DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX ACTUELS.



**CHEVEUX NOIRS, LA CINQUANTAINE**, elle se lève avec timidité, les mains agrippées au micro et se présente : « *Caroline Boulet, résidente de Notre-Dame.* » Notre-Dame, un quartier populaire construit au pied d'une fonderie de cuivre, dont la massive silhouette, cheminées, tuyaux et hangars, domine la ville de Rouyn-Noranda, 43 000 habitants. « *Quand mon auto a été attaquée par vos particules blanches, vous avez payé la facture pour refaire la peinture. Quand mon salon de jardin a été dévoré par votre poussière, vous avez payé. Mais que comptez-vous faire pour laver mes poumons ? Vous ne pourrez pas acheter ma santé* », lance-t-elle, la voix tendue sous l'émotion qui affleure. À la tribune, la brochette de dirigeants de la fonderie Horne, à qui elle s'adresse, encaisse, sans un mot.

Texte Hélène JOUAN  
Photos Brendan George KO

En ce début de soirée du 12 octobre, près de 150 citoyens de Rouyn-Noranda, la capitale de l'Abitibi-Témiscamingue, une région de l'ouest du Québec située à plus de sept heures de route de Montréal, ont précipité leur dîner. Pas question de manquer la première réunion d'information organisée par Glencore, la multinationale anglo-suisse propriétaire de la fonderie Horne depuis 2013. À l'Hôtel Noranda, érigé par les fondateurs de la mine au début du XX<sup>e</sup> siècle, trois dirigeants locaux de l'entreprise présentent leur « *plan de modernisation express* », destiné à réduire les émissions toxiques de l'usine, notamment celles d'arsenic, reconnu comme cancérigène. En l'absence du véritable patron, Claude Bélanger, responsable des activités cuivre pour l'Amérique du Nord, qui ne vit plus à ∞∞



Page de gauche, le quartier Notre-Dame, au pied de la fonderie Horne, propriété du géant Glencore, à Rouyn-Noranda.

Des anodes de cuivre dans un haut-fourneau de la fonderie, en octobre 2022.



## « À quel niveau suis-je contaminée ? Mes enfants le sont-ils ? J'ai arrêté de jardiner, mes tomates avaient pris le goût du doute. »

Jennifer Ricard-Turcotte, habitante de Rouyn-Noranda



*Est-ce que je savais qu'elle représentait un risque pour ma santé ? Non.* » Longtemps, cet homme d'affaires hyperactif, fondateur d'un fonds d'investissement international, s'est contenté de profiter du « petit paradis » que Rouyn-Noranda constituait à ses yeux. Isolée au sein d'un immense territoire recouvert de lacs et de forêts propice aux sports de plein air, la petite communauté, « *tricotée serrée* », comme on dit ici, bouillonne d'activités. Ses festivals, tel celui des musiques émergentes, ont acquis une réputation internationale. Son université, récemment classée parmi « *les plus performantes en recherche* » au Canada, attire des étudiants de tout le pays. Mais, l'hiver dernier, de vieilles douleurs chroniques poussent ce quinquagénaire à entreprendre une batterie d'analyses médicales. L'équipe de médecins qui le prend en charge à Houston trouve trace de quinze métaux lourds dans son organisme. « *Système neurologique, ossature et cerveau touchés* », lui annonce-t-elle. Le lien avec son environnement devient pour lui évident. « *Je ne laisserai pas mes concitoyens vivre le cauchemar que j'endure* », affirme-t-il. En août, l'initiative « RN Rebelle » qu'il a lancée sur Facebook est venue s'ajouter à tous les comités citoyens qui ont foisonné dans la ville, afin d'obtenir le respect des normes d'émission pour les métaux contaminants.

○ ○ Rouyn-Noranda depuis des années, ils alignent des chiffres et une ambition : « *500 millions de dollars d'investissements* » pour passer de 100 nanogrammes d'arsenic par mètre cube émis dans l'air chaque année à 15 en 2027. Pourquoi s'en tenir à 15 alors que la norme légale en vigueur sur tout le territoire québécois est de 3 nanogrammes, demandent à plusieurs reprises les participants ? Impossible de faire mieux plus vite, répondent les dirigeants. Dans la salle, le dialogue est électrique. « *Combien de centaines de millions de dollars de profits allez-vous faire encore, en continuant à nous contaminer ?* », s'emporte un ancien employé de la fonderie.

Depuis six mois, la ville suffoque de colère. Le Canada tout entier tousse avec elle, ce pays qui aime croire que ses grandioses paysages naturels riment avec air pur et qui oublie volontiers que ses riches ressources minières et pétrolières ont souvent un coût environnemental. Les activités de la fonderie ont quitté les pages du journal local, *Le Citoyen*, pour faire les gros titres de la presse nationale. Les révélations s'enchaînent sur le manque de transparence de la multinationale – condamnée par ailleurs le 3 novembre pour des « *faits de corruption* » en Afrique par un tribunal britannique – et sur le peu d'empressement du gouvernement québécois à lui imposer sa loi. Le 20 novembre, après consultation publique de la population, ce dernier devrait dire s'il accorde encore à Glencore une dérogation, un énième « *permis de polluer* », dénoncent ses détracteurs. Les habitants, désormais engagés dans une bataille pour que de nouvelles exigences soient imposées à l'entreprise, sont convaincus que leur combat pour concilier économie et environnement sain a des résonances bien au-delà de leur petite ville. Il est aujourd'hui celui de la planète entière.

**I**l a fallu une double déflagration pour que Rouyn-Noranda, où la fonderie fonctionne depuis près d'un siècle, sorte du déni. En 2019, une étude de biosurveillance a révélé chez les enfants du quartier Notre-Dame une surexposition et une imprégnation à l'arsenic quatre fois supérieure au niveau mesuré sur une population témoin. Premier sursaut, mais la pandémie de Covid-19, qui met sur pause la vie du pays pendant près de deux ans, agit comme un étouffoir. Le 11 mai 2022, la même enquête, dont une partie avait été gardée sous le manteau par le ministère de la santé, est rendue publique dans son intégralité. Les habitants sont sous le choc :



À l'intérieur de la fonderie.

Page de droite, de gauche à droite, Jocelyne et Marianne Saucier, Isabelle Fortin Rondeau, Jennifer Ricard Turcotte, membres du collectif Mères au front de Rouyn-Noranda.

ils découvrent qu'ils sont soumis à des risques de cancer du poumon supérieurs de 30 % au reste de la province et supérieurs de 50 % pour les maladies respiratoires chroniques. L'espérance de vie des habitants proches de la fonderie est amputée de cinq ans par rapport à la moyenne nationale et un bébé sur quatre est de plus faible poids à la naissance que la normale. Les auteurs refusent d'établir un lien direct de causalité avec la qualité environnementale, car « *les états de santé ont des origines multifactorielles* », notent-ils. Mais, du jour au lendemain, Rouyn-Noranda se réveille. Attablées à L'Abstracto, un chaleureux café d'une des deux seules rues commerçantes du minuscule centre-ville, des amies, mobilisées au sein du collectif Mères au front, racontent comment ces révélations les ont brutalement plongées dans l'anxiété et la colère. Elles sont quadragénaires, mères au foyer ou artistes : l'une d'entre elles, plus âgée, Jocelyne Saucier, est une romancière québécoise de renom, établie à proximité de la ville depuis de longues années. Devant un chai latte épicé ou un chocolat chaud revigorant, elles égrènent les questions qui les assaillent depuis qu'elles ont ouvert les yeux. « *Jouer dans les parcs à résidus de la ville* [où sont entreposés les

déchets miniers], *comme nous le faisons quand nous étions jeunes, accroît-il les risques ? À quel niveau suis-je contaminée ? Mes enfants le sont-ils ?* », s'interroge Jennifer Ricard Turcotte en observant sa fillette s'amuser à la table d'à côté, étreinte par la culpabilité de la laisser respirer cet air désormais suspect. Son inquiétude ronge aujourd'hui ses activités les plus routinières : « *J'ai arrêté de jardiner, mes tomates avaient pris le goût du doute.* » Son amie, la volubile Isabelle Fortin-Rondeau, mère de deux adolescents, perd son sourire pour dire à quel point elle est « *fâchée d'avoir été aussi naïve* ». Sous la plume de cette artiste plasticienne, la devise municipale, « *Rouyn-Noranda, douce rebelle* », s'est muée sur les réseaux sociaux en « *douce poubelle* ». Inodore et incolore, l'arsenic rejeté dans l'air s'insinue dans le passé et le futur de chacun. Derrière les rideaux de son pavillon d'où il aperçoit l'une des cheminées emblématiques de la ville, Claude Fortin s'interroge : « *Mon épouse a fait quatre fausses couches avant de donner naissance à notre fils unique, est-ce la faute à la Horne ?* » Cet ancien travailleur social, droit comme un I, vient de précipiter son départ à la retraite. « *En l'espace de quelques mois, mon frère et ma sœur ont reçu un diagnostic de cancer, ma*

*mère a succombé l'hiver dernier à une tumeur foudroyante. Je veux profiter du temps qu'il me reste à vivre* », lâche-t-il, inquiet.

L'histoire de la mine puis de la fonderie se confond avec celle de la ville. Après la découverte, en 1921, par le prospecteur canadien Edmund Horne d'un filon d'or dans cette région regorgeant de minerais qui vont assurer la richesse industrielle de toute l'Abitibi, l'entreprise américaine Noranda Mines Limited tombe à son tour sur un gisement de cuivre. C'est la ruée vers le métal rouge : des milliers de Canadiens, mais aussi des Polonais, des Russes, des Italiens fuyant l'Europe et sa Grande Dépression, affluent pour offrir leurs bras à la mine, puis à la fonderie qui ouvre ses portes en 1927. Noranda donne son nom à la ville naissante et s'attache la fidélité de ses travailleurs en leur construisant les premières bicoques en lisière de l'entreprise, dans le fameux quartier Notre-Dame. Les coquettes maisons réservées aux patrons seront bâties plus loin, à l'abri des fumées et des odeurs, sur les berges du champêtre lac Osisko, en contrebas de l'usine. La même ligne de démarcation perdure aujourd'hui. Le filon épuisé, la mine ferme ses portes en 1976. Mais, grâce à la diversification de ses importations, la fonderie Horne est devenue, dès les

années 2000, le premier producteur de cuivre et de métaux en Amérique du Nord, et Glencore, l'une des premières compagnies minières mondiales. Quelque 700 000 tonnes de concentrés de minerais arrivés par bateaux et par trains du monde entier sont traitées chaque année pour en extraire le cuivre, ce métal indispensable à l'économie moderne, des smartphones aux véhicules électriques. Cent mille tonnes de matériaux électroniques en fin de vie y sont recyclées, une nouvelle activité qui permet à l'entreprise d'être fière d'affirmer qu'elle « *contribue activement au développement durable* ». En traitant des produits « *complexes* », des mélanges de minerais jugés trop nocifs pour être acceptés par la plupart des autres fonderies du monde, Glencore s'assure une santé florissante, avec un chiffre d'affaires de 204 milliards d'euros et des bénéfices de 4,3 milliards en 2021. Revers de la médaille, la fonderie est la première entreprise polluante du Canada pour l'arsenic, la deuxième pour le plomb et le cadmium. Des métaux lourds qui contaminent l'air et les sols de Rouyn-Noranda, des jardins domestiques aux cours de récréation.

« *Est-ce que je savais qu'il y avait une usine ici ? Oui*, reconnaît Dany Bonapace, dont le père est arrivé d'Italie en 1949 pour travailler à la mine.



○○○ ministère de la santé multipliait les recommandations. Parfois inquiétantes, quand elle interdisait aux chasseurs de manger les abats d'originaux contaminés aux métaux lourds, parfois ubuesques, quand elle demandait aux habitants « de dépoussiérer » leur chien avant qu'il n'entre dans la maison. Mais, pour continuer à vivre, « chacun a mis en place un système mental d'autoprotection », explique Clémentine Cornille. Elle-même, malgré sa fonction de directrice du conseil régional de l'environnement de la région, particulièrement sensibilisée aux enjeux environnementaux, avoue s'en être tenue à quelques précautions dérisoires. Chaque matin, elle se contentait de surveiller la direction du vent pour savoir dans quel parc emmener jouer ses enfants, pour éviter fumée, retombées nocives et bacs à sable contaminés.

# MÊME

le docteur Frédéric Bonin, urgentologue « tombé en amour », il y a plus de vingt ans, pour cette ville riche de tous les immigrants qu'elle a su accueillir, reconnaît qu'il a fallu la publication de l'étude alarmiste de mai pour qu'il ouvre les yeux. « J'ai découvert que, dès 2004, un rapport d'experts pressait l'entreprise de présenter un plan pour aboutir très rapidement à la norme de 3 nanogrammes par mètre cube d'émission d'arsenic. Pourtant, le gouvernement n'a cessé d'autoriser des normes nettement supérieures. En 2021 encore, il a permis à Glencore d'excéder de 33 fois la norme légale en vigueur. Pourquoi ? Qui a pris cette décision ? Comment continuer à faire confiance ? » Réunis au sein du comité Impacte, des médecins de Rouyn (80 sur les 98 praticiens de la ville) entendent désormais jouer un rôle de vigie afin que leurs patients aient « le droit de respirer le même air qu'ailleurs ».

« J'ai l'impression de vivre dans un film, avec un scénario à la Erin Brokovich, où personne ne prend la mesure de l'injustice environnementale que nous endurons depuis des années ! » s'exclame Nicole Desgagnés, porte parole d'Arrêt des rejets et émissions toxiques (ARET), un collectif précurseur de la mobilisation citoyenne, créé dès 2019, au moment de la publication de la première enquête de biosurveillance. Dans son pavillon posé sur la rive du lac Osisko, cette ancienne infirmière à la retraite occupe l'essentiel de ses journées à essayer de comprendre ce qui entre et sort de la fonderie. Elle espère la contraindre à limiter ses importations de minerais les plus toxiques. « Mais, quand tu l'attaques à Glencore, tu sais que tu l'attaques à un géant, lâche-t-elle.



Les eaux du lac Osisko, contaminées aux métaux lourds.

*C'est difficile de lui faire changer son business model, c'est une personne morale immorale. La puissance financière de Glencore est telle qu'elle impose aux gouvernements du monde entier.*

S'attaquer à la fonderie, c'est surtout mordre la main qui nourrit la ville. Glencore emploie 650 personnes, avec des salaires attractifs, de l'ordre de 8 000 euros par mois pour ses ouvriers. Près de 2 000 autres travailleurs locaux dépendent de son activité. En pleine campagne pour les législatives, en septembre, le premier ministre du Québec, François Legault, n'a pas hésité à jouer la carte du chantage à l'emploi. « Si les gens de Rouyn-Noranda veulent qu'on ferme l'usine, on la fermera », a-t-il lancé, en agitant la menace d'un référendum. Il y a gagné le surnom de « Ponce Legault », celui qui se laverait les mains de ses responsabilités en laissant ses concitoyens face à la douloureuse alternative de devoir choisir entre leur job et leur santé. C'est pourtant son candidat, Daniel Bernard, qui a remporté le siège de député le 3 octobre. Cet ancien ingénieur minier, inquiet des conséquences de l'image dégradée de la ville sur son attractivité en pleine pénurie nationale de main-d'œuvre, n'avait cessé de répéter : « Rouyn-Noranda n'est pas Tchernobyl. »

Si la maire de la ville, Diane Dallaire, parle pudiquement « des risques de fracture sociale qui menacent sa communauté », c'est en réalité une guerre des tranchées qui s'est allumée au pays de la mine. À l'occasion de l'Action de grâce, le Thanksgiving canadien, début octobre, certaines familles ont dû organiser deux brunchs afin de ne pas mélanger les pro- et les anti-fonderie. « Vous rendez-vous compte qu'on a reproché à ma femme d'être mariée à un empoisonneur d'enfants ? », s'étrangle de colère Jonathan Tremblay, chemise de bûcheron et casquette vissée sur la tête, rencontré au petit matin au pied de la fonderie où il s'appête à prendre son « quart » de travail. Inquiet pour son gagne-pain, cet ancien mineur devenu conducteur de chariot à la Horne vient de créer sur Facebook le groupe « J'appuie la fonderie ». Il s'est attiré le soutien quasi unanime des salariés. « J'ai la même conscience environnementale que mes concitoyens, mais je considère, moi, qu'il est plus dangereux d'aller en voiture à Val-d'Or [à 140 kilomètres] que de vivre ici », estime Jean-Benoît Lefebvre, chef de chantier dans l'entreprise.

À en croire Marie-Élise Viger, jeune quadragénaire directrice de l'environnement pour les activités cuivre de Glencore en Amérique du Nord, la ○○○

## “Vous rendez-vous compte qu'on a reproché à ma femme d'être mariée à un empoisonneur d'enfants?”

Jonathan Tremblay, salarié de la fonderie Horne

○○ Horne sera demain une « fonderie verte ». Dans le vacarme infernal des entrailles de la fonderie, où d'immenses nuages de fumées blanches s'échappent des coulées de cuivre en fusion, ce basculement à venir n'est pas aisé à imaginer. Harnachés de combinaison, de casque, de bouchons antibruit et de masque, les salariés ne ressemblent certes plus aux mineurs de charbon décrits par Émile Zola, mais l'usine semble tout droit sortie du XIX<sup>e</sup> siècle. Marie-Élise Viger énumère les solutions mises en place pour rendre la Horne bientôt vertueuse : nouveau procédé high-tech pour encapsuler les émanations nocives, installation d'un « épurateur géant » et plantation d'arbres en lisière du quartier Notre-Dame pour établir une « barrière visuelle ». Rare dirigeante de Glencore à vivre sur place, c'est à elle qu'il revient

de défendre la vocation de la Horne : « offrir un service » à la communauté. « Si nous fermons demain, si nous ne recyclons pas, qui traitera ces minerais ? La Chine, l'Inde ? Nous, nous essayons de mener ces opérations proprement. » À ses côtés, le porte-parole de Glencore, Alexis Segal, concède qu'il n'est pas facile de « faire fonctionner une fonderie installée historiquement au cœur de la ville », mais rappelle abruptement la raison d'être de l'entreprise : « Nous, on fait du cuivre, pas des débats de santé. »

Rester ou partir, s'interrogent désormais ceux qui culpabilisent d'avoir si longtemps fermé les yeux. « Si je partais, j'emporterais avec moi tout l'air respiré ici depuis quarante ans, alors à quoi bon ? », répondent la plupart. Certains, pourtant, ont déjà déserté. Catherine Falardeau a exercé comme médecin de famille pendant vingt ans à Rouyn. Elle est installée dans la grande banlieue de Montréal depuis deux ans. Au téléphone, sa voix chevrote « de culpabilité et de tristesse d'avoir abandonné ses patients, de rage surtout de n'avoir pas été écoutée ». Alertée il y a plus de quinze ans par un collègue pneumologue lui confiant qu'il tenait pour acquis que « c'était à Rouyn-Noranda qu'il y avait le plus de cancers du poumon », elle a été parmi les premières, en 2005, avec Véronique Doucet, une amie artiste, à tenter de sensibiliser la population. Mais la performance artistique, faite d'animaux morts, asphyxiés, avait valu aux deux femmes d'être accusées de « salir l'image de la ville ». L'organisme qui les avait accueillies n'avait pas résisté à la « loi de la mine » : Glencore, qui arrose de centaines de milliers de dollars par an les associations culturelles de la ville, lui avait coupé ses subventions. Catherine Falardeau, elle, avait remis ses angoisses sous un « boisseau de plomb », jusqu'à ce que, en 2020, la découverte d'un taux d'arsenic « anormal » dans son corps la convainque de s'échapper, ses quatre enfants sous le bras.

La pénombre venue, les lumières de l'immense complexe de la fonderie font ressembler la Horne à un vaisseau intergalactique posé sur la ville. À L'Abstracto, la soirée se termine. Les Mères au front tirent le bilan du vent de mobilisation qui souffle enfin sur Rouyn-Noranda. « Nous sommes des cobayes de la fonderie, mais aussi le fruit de ce que les luttes citoyennes peuvent produire », se réjouit Isabelle Fortin-Rondeau. « La fonderie est désormais sous surveillance, à nous de rester vigilantes », lance, comme un serment, l'écrivaine Jocelyne Saucier. « Oui, le temps de l'innocence est fini, j'apprendrai à mes enfants qu'ils entrent dans celui de la lutte », renchérit Jennifer Ricard Turcotte. Avant de se raviser. « Je leur dirai surtout de ne jamais revenir vivre à Rouyn-Noranda après leurs études. » (M)



Jonathan Tremblay, conducteur de chariot à « la Horne », le 14 octobre 2022.